

LA RELIGION DANS LES MANUELS D'HISTOIRE.

Débutant le 18 septembre 1972, le Symposium consacré à « La religion dans les manuels scolaires d'histoire en Europe » s'est terminé samedi 23 septembre, après des débats très intéressants et animés.

Organisé à l'initiative du Saint-Siège, sous les auspices du Conseil de la Coopération Culturelle du Conseil de l'Europe, il a réuni pendant une semaine les délégués des 21 pays membres du C.C.C., des observateurs et des rapporteurs dont le travail fut méritoire.

Samedi matin après présentation des rapports de groupe, le rapport général préparé par le Prof. L. Genicot (rapporteur général) fut discuté, et après certaines modifications voté à l'unanimité. Nous en donnons le texte ci-après, avec deux des contributions les plus distinguées.

Mgr Cardinale, nonce apostolique a clôturé la séance en invitant les délégués des pays membres à continuer de travailler dans le sens du rapport.

Signalons une très volumineuse étude préparatoire, étayée par un rapport très « disert » établi par Monsieur A. d'Haenens, professeur à l'Université de Louvain, assisté d'une dynamique équipe de jeunes historiens de cette université, que nous n'avons pas cru pouvoir sélectionner en raison de son caractère trop technique. Elle peut intéresser vivement les professeurs du secondaire, ainsi que le titre le laisse supposer : « Recherches sur la façon dont la religion est traitée dans les manuels scolaires d'histoire utilisés par les établissements secondaires des Etats membres du Conseil de la Coopération culturelle du Conseil de l'Europe. »

LA RELIGION DANS L'HISTOIRE ET DANS L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE.

Raisons et limites d'un colloque.

Les organismes internationaux nés de la dernière guerre, — pour ne pas remonter plus haut — se sont depuis 1950 vivement intéressés à l'histoire. Celle-ci risque toujours de rendre et, de fait, elle avait trop souvent rendu *les peuples superbes, insupportables et vains*, selon les mots de Valéry. Elle avait alimenté les nationalismes et entretenu des antagonismes jusqu'à leur conférer quelque caractère d'absolu : les gens de mon âge se rappellent, par exemple, ce qu'on leur a seriné sur la *séculaire, l'atavique, l'inévitable* rivalité franco-allemande. Le Con-

seil de l'Europe et l'Organisation des Nations Unies s'assignaient pour tâche fondamentale de promouvoir la concorde entre les hommes. Eux ou, en leur sein ou sur leurs flancs, le Conseil de la Coopération Culturelle et, dans une moindre mesure, l'UNESCO se sont donc inquiétés de Clio et de son action. De son action sur les jeunes surtout. A travers les manuels d'enseignement primaire et secondaire. Dans des commissions bilatérales et des assemblées plus larges, ils ont mené la révision de ceux-ci pour les purger des anachronismes et des partis pris, y souligner les éléments communs à plusieurs pays, y ménager à chacun de ces derniers sa juste part. Puis ils ont élargi les perspectives. Ils se sont interrogés sur les composantes du passé et leur importance relative, sur le découpage en périodes, sur les antécédents de l'idée européenne. Et ils ont finalement discuté sur la place de l'histoire dans les antécédents de l'idée européenne. Et ils ont finalement discuté sur la place de l'histoire dans les programmes (1).

Notre colloque n'innove donc pas. Il est la suite, et probablement la fin, puisque ses Etats membres pressent le Conseil de la Coopération Culturelle de passer à d'autres disciplines, d'une série de rencontres. Il sied par conséquent, pour l'introduire, de le situer d'abord dans cet ensemble, d'en monter la spécificité et, du coup, d'en définir les buts et d'en justifier la tenue. On devra ensuite formuler la méthode, prévenir les objections et, par là, orienter peut-être les travaux. Dans l'une et l'autre de ces parties, on sera bref pour ne pas déflorer les rapports généraux dont les participants ont apprécié la valeur.

La question de la part de l'histoire dans les programmes des écoles, collèges, lycées ou gymnases constitue évidemment un préalable. Elle est actuellement fort débattue et elle reçoit les solutions les plus diverses. Le plus souvent défavorables à notre discipline, la plupart des réformateurs veulent réduire le nombre d'heures consacrées à celle-ci, voire l'éliminer ou en rendre l'étude facultative. Elle ne nous retiendra pas. Nous supposons que notre civilisation n'entend pas « rompre avec ses plus constantes traditions intellectuelles » (2) et ne se détournera pas de l'histoire. Qu'elle lui reste fidèle ou qu'elle l'abandonne dépendra d'ailleurs de la conception que les érudits s'en feront et de la présentation que les professeurs en donneront. Et nous voici amené à notre sujet.

Conception et présentation posent, en effet, le problème des facteurs de l'évolution humaine et de leur importance respective. La tendance est ancienne déjà, qui souvent avec un radicalisme indéfendable, condamne l'histoire politique, flétrit des noms d'histoire-batailles et, plus récemment d'histoire événementielle, au profit d'une autre qui n'est

(1) Sur ces travaux, voir *L'enseignement de l'histoire et la révision des manuels d'histoire*, Strasbourg, 1967, spécialement le chapitre 1 par O. E. SCHUEDDEKOPF, *Historique de la révision des manuels d'histoire*, 1945-1965.

(2) M. BLOCH, *Apologie pour l'histoire*, p. X, Paris, 1949.

pas toujours clairement définie. Histoire de la civilisation ? « Inventaire immense de tous les progrès et de toutes les découvertes », se'on une formule que je me garderais bien personnellement de défendre telle quelle ? *Histoire sociale ? Histoire scientifique et culturelle ?*. Des constantes s'affirment en tout cas. D'abord, la prépondérance, fréquemment écrasante, accordée à l'économie et aux masses, comme si les considérations matérielles avaient toujours été décisives et si les individualités n'avaient jamais au maximum qu'opéré des précipitations au sens chimique de ce mot. En deuxième lieu et corrélativement sans doute, la portion congrue réservée aux phénomènes religieux. Apparemment pas dans la recherche savante : aucune statistique ne chiffre le pourcentage de la production scientifique qui traite de ceux-ci, mais il ne semble ni médiocre ni décroissant ; les *Histoires de l'Eglise* se succèdent, du reste, dans toutes les langues. Mais dans les manuels : un spécialiste de ces derniers a constaté voici cinq ans ⁽¹⁾ et les analyses rigoureuses de notre second rapport d'ensemble confirment qu'ils parlent peu religion. Mais dans les programmes : celui qu'un de mes compatriotes vient de présenter dans un numéro spécial d'Education et Culture n'a pas une référence explicite aux facteurs spirituels ⁽²⁾. Mais dans les sujets de discussions proposés par des instances officielles : une seule question de cet ordre, — l'apport du christianisme au monde européen, — sur les 24 qu'en 1968, une conférence patronnée par l'UNESCO recommandait d'aborder. Traitement légitime ? Nul colloque international ne se l'est encore demandé. Que pour sa première contribution aux travaux du Comité pour l'enseignement général et technique du Conseil de l'Europe, le Saint-Siège invite à en débattre n'étonnera personne.

Mais que l'initiative vienne de lui oblige à énoncer l'objet de nos assises et leur esprit de façon si directe et si simple que toute méprise soit évitée.

L'objet est double : établir la part du religieux dans l'histoire ; examiner si les ouvrages utilisés dans l'enseignement secondaire la respectent.

Part du religieux. Non pas d'une religion, le catholicisme romain ou les différentes confessions chrétiennes. Non pas même toutes les religions pleinement élaborées avec dogme, morale, organisation, liturgie. Mais le religieux sous toutes ses formes, des plus élémentaires aux plus évoluées.

Dans leur diversité, celles-ci offrent un élément commun. Elles dérivent d'une croyance, d'où procèdent une conception du monde, une échelle des valeurs, une ligne de conduite. Et plus profondément sans doute tiennent-elles à un besoin de l'homme. Le montrer est-il affaire

(1) E. H. DANCE, dans *L'enseignement en Europe*, op. cit., p. 102.

(2) *Education et Culture*, Numéro spécial. *L'Histoire à l'école*, Automne-hiver 1971, p. 12-19.

d'histoire, de sociologie ou d'anthropologie ⁽¹⁾ ? De cette dernière surtout à mon sens ⁽²⁾, mais aussi des deux autres : l'interdisciplinarité s'impose autant dans les sciences dites humaines que dans les sciences dites naturelles. De toute façon, nos travaux doivent s'ouvrir par une plongée jusqu'aux sources du religieux.

Quelle qu'en soit la racine, celui-ci agit sur les individus et les groupes. Dans quels secteurs de la vie personnelle ou collective, par quelles voies, avec quelle force et quels résultats, c'est un autre champ d'investigations, voisin et même indissociable du précédent. La direction y revient sans conteste aux historiens et on la leur confiera.

L'essentiel et le contingent établi, il faudra voir si les manuels ref'ètent fidèlement le dernier. Ce sera le deuxième volet de notre ditype. Il n'englobera pas tous les niveaux de l'enseignement dont chacun œuvre dans des conditions propres, notamment parce que l'âge et le bagage des auditeurs diffèrent de l'un à l'autre ; il se cantonnera dans le secondaire. Il n'analysera que les manuels d'histoire. Il serait intéressant, mais il n'est pas possible d'examiner ceux d'autres branches qui, dans une autre perspective ou occasionnellement, touchent le fait religieux, au premier chef évidemment ceux de religion.

La fidélité de ces manuels d'histoire à la réalité historique se jauge à plusieurs aunes. Quantité : proportion de pages accordées aux faits religieux. Insertion dans l'ouvrage : dans le corps même, comme pour une composante active du passé, ou ainsi qu'il arrive souvent, dans un ultime paragraphe ou chapitre, comme pour un épiphénomène. Choix des données : les conférences réunies par le Conseil de Coopération Culturelle ont dénoncé ce qu'elles ont appelé le traitement *profane* de l'histoire religieuse et regretté, par exemple, que les livres destinés à l'enseignement parlent plus, pour le XIX^e siècle, du pouvoir temporel de la papauté que de l'activité missionnaire ⁽³⁾. Cette distorsion affecte également, il est vrai, les travaux érudits ; les Histoires de l'Eglise, — ce titre seul est significatif — s'intéressent plus aux structures, sans aller d'ailleurs d'ordinaire jusqu'à l'ecclésiologie, qu'à l'incarnation de la croyance dans l'existence quotidienne et aux théories qu'à la vie concrète ⁽⁴⁾.

Ces deux domaines, les promoteurs de notre colloque entendent les aborder dans un esprit, je ne dirai pas d'objectivité, car l'objectivité dans l'étude de l'homme par un homme me paraît un leurre, mais d'impar-

(1) Quelques réflexions à ce propos de R. ARON, *Comment l'historien écrit l'épistémologie*, dans *Annales. Economies. Sociétés. Civilisations*, 26^e année, 1971, p. 1345.

(2) C'est sous cet angle aussi que les participants du Congrès *Scuola religione*, Turin, 1971, t. I, p. 452, conseillent d'aborder l'enseignement de la religion.

(3) E.H. DANCE, *loc. cit.*

(4) L. GENICOT, *Histoire de l'Eglise, du catholicisme, du christianisme ou de la vie religieuse ?* Dans la *Revue d'histoire ecclésiastique*, t. LXV, 1970, spécialement p. 75-80.

tialité et de rigueur. Ils n'ont pas de souci de prosélytisme. Ils ne veulent pas composer un dithyrambe en l'honneur de telle ou telle confession. Ils se sont demandé si l'histoire enseignée dans le secondaire fait sa juste part au fait religieux et ils entérineront et ils recommanderont d'appliquer les conclusions de l'enquête. La personnalité des rapporteurs, sur laquelle il serait malséant d'insister, est d'ailleurs une garantie de haute tenue scientifique.

La subjectivité eût certes été mieux prévenue encore si chaque thème avait été confié à plusieurs spécialistes de formation et de convictions différentes. Mais les circonstances l'ont interdit. Sur ce point comme sur d'autres, ce sont elles qui ont dicté la méthode.

L'un et l'autre des domaines qu'on s'est assignés sont immenses. Et le temps pour les explorer court. Il a donc fallu arrêter une méthode de travail qui permette de dépasser le stade et des banalités et des affirmations péremptoires pour atteindre à des conclusions fondamentales et solides. On a choisi de combiner aperçus d'ensemble et études de « cas ».

Deux rapports généraux posent les deux problèmes dans toute leur dimension. L'un s'enquiert de l'*homo religiosus* en soi et dans le temps. L'autre analyse la présentation de la religion dans un nombre considérable de collections en usage dans une dizaine de pays membres du Conseil de l'Europe. Tous deux s'illustrent d'exemples. Mais ils ne peuvent en pousser l'examen.

Pour mener celui-ci aussi avant que la rigueur l'exige, il faut se pencher sur des « cas », comme disent les économistes et les anglosaxons. Les creuser autant que les contingences le permettent. Et de cette façon contrôler, préciser, enrichir les positions des rapports d'ensemble.

La sélection de ces échantillons était la chose la plus délicate. Elle n'en pouvait retenir que trois pour chacune des parties du colloque sous peine d'interdire toute véritable discussion. Et elle devait assurer au maximum l'équilibre entre les périodes du passé, les secteurs de la vie sociale, les confessions et même la nationalité des rapporteurs. Au cours d'une réunion préparatoire en février, à Strasbourg, celle que j'avais opérée a subi une modification. Pour des raisons scientifiques que j'estime toujours fondées, notamment la difficulté d'atteindre et de dominer toute la documentation, elle n'avait pas fait de place à l'époque actuelle. Des responsables de l'enseignement moyen et de la formation de ses maîtres ont avancé que celle-ci seule intéresse les jeunes et que, si elle était absente de notre colloque, celui-ci paraîtrait « dépassé ». Que telle soit l'optique des élèves n'est guère douteux. Que les élèves doivent établir les programmes et que l'histoire contemporaine soit seule capable de les passionner, ce sont propositions différentes ! Bref, le rapport prévu sur les effets que la réforme a exercés sur l'économie et la société, — qui aurait fait le point d'une grande controverse et discuté les thèses

celèbres de Weber, de Sayous et d'autres et qui, surtout, aurait par la comparaison avec un des rapports de la deuxième partie, permis de confronter sur un problème précis conclusions des érudits et développements de manuels — a été remplacé par celui sur les églises et la société en Allemagne depuis la dernière guerre. En fin de compte, les sujets arrêtés concernent les religions antiques et les confessions chrétiennes, le monde classique, la Rome constantinienne, le XVI^e et le XVIII^e siècle et les temps actuels, l'*événementiel*, la politique, l'éducation, l'économie, la société, la pensée philosophique.

Ce choix, comme tout choix, a contraint à des sacrifices et condamné à des omissions. Aucun cas n'intéresse directement l'Orthodoxie, l'Islam et le Judaïsme ⁽¹⁾ ; aucun ne touche le moyen âge, alors qu'un des promoteur et moi-même sommes médiévistes ; aucun ne traite des arts ; aucun n'a été examiné par un érudit néerlandais, scandinave, grec ou turc. Lacunes évidentes. Mais nul n'aurait pu les éviter. Ou en éviter d'autres dans l'hypothèse de changements du programme. L'obligation de se limiter à six sujets posait une quadrature du cercle. On ne l'a pas résolue ; elle était au départ insoluble.

Ces faiblesses pourront sans doute être partiellement corrigées de plusieurs façons. Par les rapports généraux dont l'un puise ses exemples dans diverses régions, époques et confessions et dont l'autre étend ses analyses à toutes les religions et à toutes les périodes jusqu'à l'actuelle. Par les débats auxquels ont été conviés des délégués qualifiés de tous les Etats membres du Conseil de la Coopération Culturelle, des observateurs des différentes positions théologiques et philosophiques, des anthropologues et des sociologues, des spécialistes de l'histoire dans le secondaire, de ses programmes, de ses méthodes, de ses instruments de travail, des théoriciens et des praticiens des communications sociales. Par la possibilité d'extrapoler les observations et conclusions des rapports d'ensemble et particuliers.

Il reste à souhaiter que nos assises aient des lendemains. Cela suppose que leurs travaux soient publiés, rapports et discussions. Et que, notamment par le canal d'instructions officielles et des revues spécialisées, ils atteignent les responsables de l'enseignement secondaire ; ceux qui dressent les programmes, ceux qui rédigent les manuels, ceux qui enseignent l'histoire. Et qui la défendent en la rendant plus vraie, partant plus humaine et plus formative. Les y aider est le but de notre colloque.

L. GENICOT - Louvain.

(1) Un participant à la réunion préparatoire de Strasbourg a même regretté l'absence d'un rapport sur le marxisme. Mais celui-ci n'est pas précisément une religion. A ce compte, on aurait dû prévoir également un rapport sur l'athéisme et ce que C. TRESMONTANT, *Les problèmes de l'athéisme*, Paris, 1972, appelle la théologie de la nature.